



Malgré l'incertitude économique, l'emploi résiste en Île-de-France

Début 2024, l'économie francilienne a affiché quelques signaux favorables. Ainsi, après avoir été négative fin 2023, l'évolution du nombre d'emplois salariés privés est redevenue positive au premier trimestre 2024 (+ 0,4 % sur un trimestre, soit quelque 22 600 créations nettes) ; parallèlement, le taux de chômage francilien s'est stabilisé à 7,1 %. Toutefois, le nombre de défaillances d'entreprises dans la région a continué à croître fortement (+ 35,1 % sur un an au premier trimestre 2024) et s'est élevé à 13 339 d'avril 2023 à mars 2024 (contre 11 346 en 2019). Par ailleurs, au plan sectoriel, le taux de vacance des bureaux franciliens s'est situé autour de 8,0 % au premier trimestre 2024 (contre à peine plus de 5,0 % avant la pandémie de Covid-19) tandis que les prix des logements anciens franciliens se sont réduits pour le sixième trimestre consécutif et sont retombés à leur niveau de fin 2019.

Conjoncture française

Après avoir crû de 0,3 % au quatrième trimestre 2023, le PIB hexagonal a de nouveau légèrement augmenté au trimestre suivant (+ 0,2 %) ; en effet, les contributions de la demande intérieure et du commerce extérieur ont certes été positives mais elles ont été modestes. Après les trois premiers mois de 2024, l'acquis de croissance en France atteignait ainsi + 0,6 %.

Parallèlement, après avoir été négative au quatrième trimestre 2023 (- 0,1 %), l'évolution de l'emploi salarié privé est devenue positive début 2024 (+ 0,3 %) ; après plusieurs trimestres de hausse, le taux de chômage est quant à lui resté stable (7,3 % en France métropolitaine et 7,5 % en tenant compte des départements d'outre-mer).

Tendances à court terme

Au printemps 2024, l'économie francilienne a de nouveau marqué le pas, le mois de mai venant particulièrement ternir l'activité du trimestre. Ainsi, dans les services marchands, un début de ralentissement s'est fait sentir ; en effet, contrariée par l'attente pré-JO, une météo toujours maussade et l'incertitude politico-économique, la demande a perdu en dynamisme. Dans l'industrie francilienne, la chimie a été l'une des rares branches à surnager, la plupart des segments subissant une baisse de leur production. Plus globalement, l'incertitude se trouve à un niveau élevé : tant au plan politique, en France, après le résultat des législatives anticipées qu'au plan économique, au niveau mondial, du fait de la guerre en Ukraine et des tensions géopolitiques au Proche-Orient et au Moyen-Orient.

Indice de la production nationale industrielle

1^{er} trimestre 2024 - glissement annuel

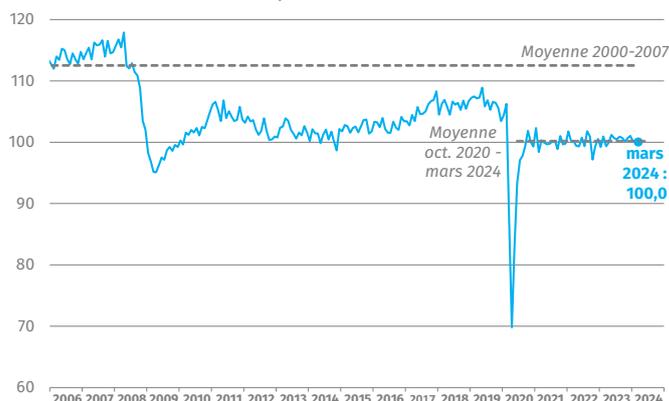
+ 0,3 %

L'indice de la production industrielle hexagonal plafonne depuis l'automne 2020 ; ainsi, il n'a augmenté que de 0,3 % sur un an en moyenne au premier trimestre 2024 et, en mars dernier, il se situait à peine au niveau de sa moyenne depuis octobre 2020. Par conséquent, la production est restée éloignée de ses niveaux pré-crise sanitaire : en mars 2024, elle était inférieure de 5,8 % à celle de février 2020.

Au plan sectoriel, les évolutions sont restées très hétérogènes au premier trimestre 2024 : la production automobile s'est notamment repliée de 10,0 % par rapport au premier trimestre 2023 tandis que la fabrication dans la pharmacie augmentait de 5,3 %.

Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2021)



Source : Insee

La conjoncture européenne

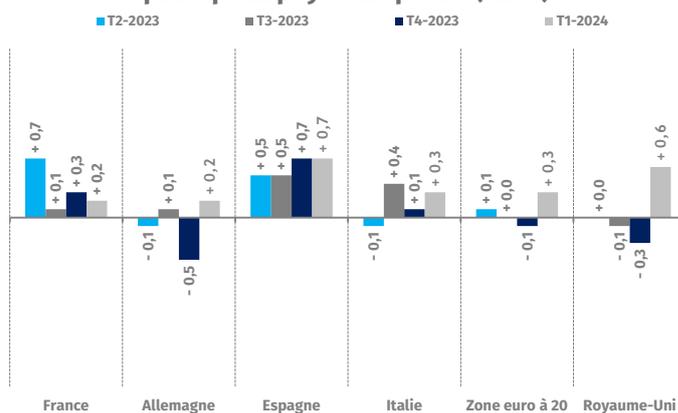
1^{er} trimestre 2024 - PIB de la zone euro

+ 0,3 %

Après s'être réduit de 0,1 % sur un trimestre au trimestre précédent, le PIB de la zone euro a crû de 0,3 % au premier trimestre 2024 (+ 0,3 % également pour le PIB de l'Union européenne). Parmi les principales économies continentales, si les évolutions ont toutes été positives, l'Espagne s'est distinguée en affichant une croissance de 0,7 % tandis que le PIB n'augmentait que de 0,3 % en Italie et de 0,2 % en Allemagne et en France.

Dans ce contexte, le taux de chômage européen a, comme c'est le cas depuis plus d'un an, peu évolué au premier trimestre 2024 (stabilité à 6,5 % dans la zone euro et - 0,1 point dans l'UE27, soit 6,0 % en mars dernier).

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays européens (en %)



Sources : Insee, Eurostat et OCDE

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 017	123	-
PIB 2022 (en milliards d'euros - Insee)	782,6	2 634,1 (France métrop. : 2 588,4)	29,7 % (30,2 %)
PIB/habitant 2022 (en euros)	63 256	38 775 (France métrop. : 39 323)	-
PIB/emploi 2022 (en euros)	114 476	ND (France métrop. : ND)	-
Emplois salariés privés (1 ^{er} trimestre 2024 - Insee)	5 181 543	21 162 645 (France métrop. : 20 732 047)	24,5 % (25,0 %)
Taux de chômage (1 ^{er} trimestre 2024 - Insee)	7,1 %	7,5 % (France métrop. : 7,3 %)	-

Emploi salarié privé

1^{er} trimestre 2024 - glissement annuel

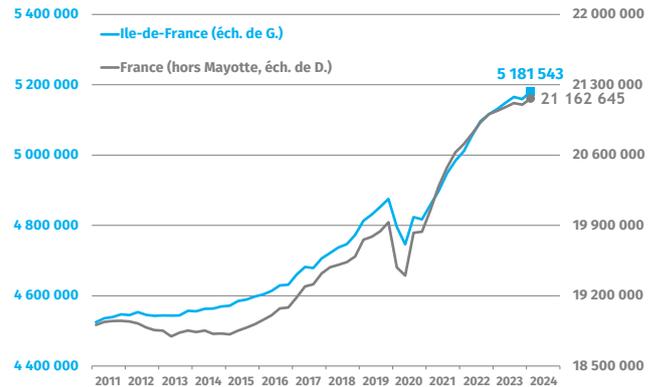
+ 1,0 %

Après avoir calé au quatrième trimestre 2023, l'emploi salarié privé francilien est reparti à la hausse au premier trimestre 2024 : ainsi, l'emploi dans la région a augmenté de 0,4 % sur un trimestre début 2024 (soit quelque 22 600 créations nettes) et de 1,0 % sur un an. Au niveau sectoriel, les variations ont toutefois été hétérogènes : si l'emploi salarié privé francilien a crû de 0,5 % dans le tertiaire marchand et de 0,3 % dans l'industrie, il s'est en revanche replié de 0,2 % dans la construction.

Au plan national, l'emploi a également rebondi ; néanmoins, le mouvement haussier est moins marqué qu'en Ile-de-France : l'emploi salarié privé y a augmenté de 0,3 % sur un trimestre et de 0,6 % sur un an.

Emploi salarié privé

(données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

Demande d'emploi

Juin 2023 - glissement annuel

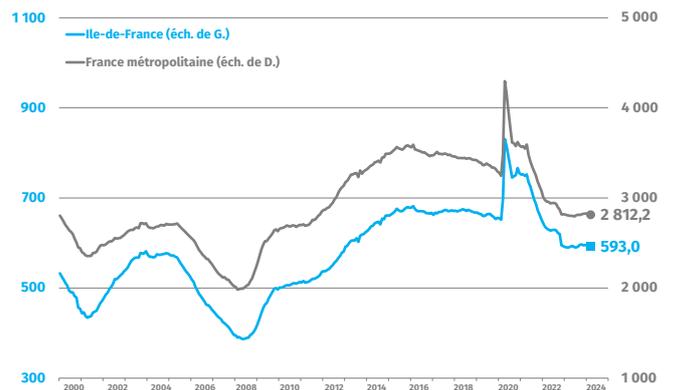
+ 0,4 %

Après s'être réduit en plusieurs phases après son pic d'avril 2020 (830 780 au plus fort de la crise sanitaire), le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A en Ile-de-France a calé aux alentours de 590 000 unités début 2023 et évolue dans une fourchette comprise entre 590 000 et 600 000 depuis lors. Ainsi, à 592 990 fin mars dernier, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité ont été limitées à - 0,2 % sur trois mois et à + 0,4 % sur un an.

Au plan national, les variations ont été assez proches de celles observées en Ile-de-France : - 0,3 % sur trois mois en mars dernier et + 0,3 % sur un an.

Demande d'emploi en fin de mois

(catégorie A, données cvs)



Source : Dares

Taux de chômage

1^{er} trimestre 2024

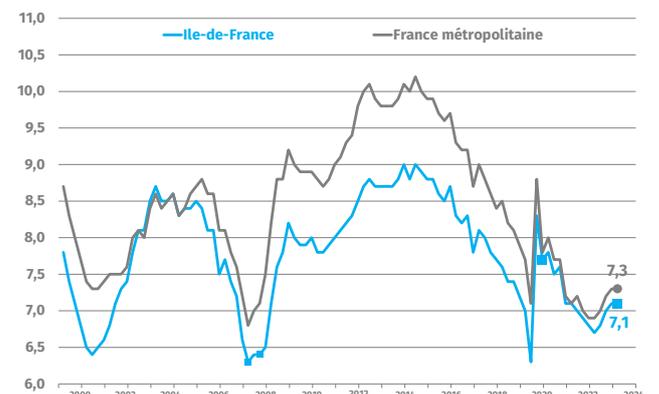
7,1 %

Après avoir augmenté de 0,4 point entre le premier et le quatrième trimestre 2023, le taux de chômage francilien est resté stable début 2024 ; à 7,1 % au premier trimestre 2024, il est proche de son niveau d'avant la crise sanitaire (7,2 %) mais reste très inférieur à ceux de la période 2014-2015. Le taux de chômage s'est également stabilisé en France métropolitaine début 2024 (à 7,3 %) après avoir aussi subi une hausse de 0,4 point en 2023 ; il est inférieur de 0,6 point à son niveau d'avant Covid.

L'écart entre les taux de chômage en Ile-de-France et en France métropolitaine est stable à 0,2 point depuis le premier trimestre 2023 et reste modeste comparativement à son ampleur d'il y a une dizaine d'années (jusqu'à 1,3 point fin 2012 - début 2013 au profit de la région-capitale).

Taux de chômage

(données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

Immobilier d'entreprises

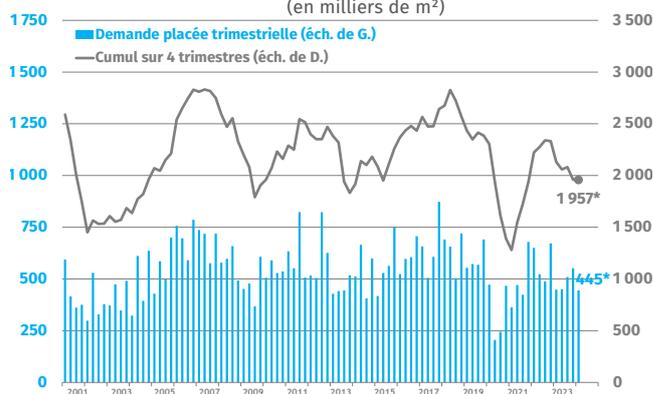
1^{er} trimestre 2024 - Surfaces de bureaux commercialisés

444 700 m²

Alors qu'elle avait franchi le cap des 500 000 m² au cours des deux trimestres précédents, la demande placée de bureaux en Ile-de-France a de nouveau marqué le pas au premier trimestre 2024 (444 700 m²) ; elle s'est ainsi avérée inférieure de 22,3 % à son niveau du premier trimestre 2019. Seulement trois transactions ont dépassé les 15 000 m² dans la région début 2024 : la transaction CDC sur l'opération « The Good One » dans le 13^e arrondissement (41 300 m²), la signature de France Télévisions dans l'immeuble « Quadrans Nord » dans le 15^e arrondissement (16 400 m²) et le positionnement d'Elis Services à La Défense dans « Kupka A » (16 400 m² également). Conséquence de cette morosité, sur les douze derniers mois (d'octobre 2022 à septembre 2023), le volume de commercialisations de bureaux en Ile-de-France est resté inférieur au seuil des 2 000 000 m² (1 957 200 m²) et, fin mars dernier, l'offre immédiatement disponible atteignait 4 900 000 m² (soit un taux de vacance autour de 8,0 %).

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France

(en milliers de m²)



Source : GIE Immostat
* : données provisoires pour le premier trimestre 2024

Prix des logements anciens

1^{er} trimestre 2024 - Prix des logements anciens - glissement annuel

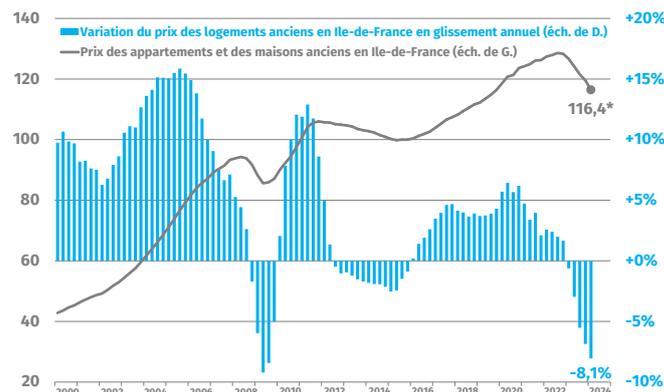
- 8,1 %

Même si les conditions de crédit se sont légèrement améliorées (taux qui se sont infléchis, critères d'accès moins restrictifs, etc.), le repli du prix des logements anciens franciliens s'est poursuivi au premier trimestre 2024 ; ainsi, le prix moyen (appartements et maisons confondus) s'est réduit pour le sixième trimestre consécutif en Ile-de-France : - 2,6 % sur un trimestre début 2024, après avoir diminué de 1,6 % au quatrième trimestre 2023.

Sur un an, la baisse atteint désormais 8,1 % et les prix sont par conséquent retombés à leur niveau de fin 2019.

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France

(données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee

Emploi intérimaire

juin 2023 - glissement annuel

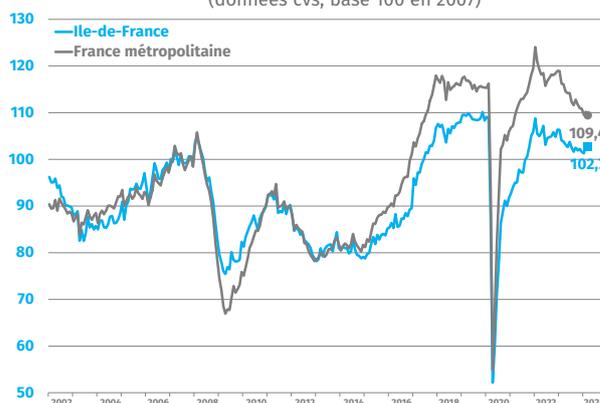
- 1,0 %

Alors qu'il suivait une tendance décroissante depuis début 2022, le nombre d'emplois intérimaires en Ile-de-France s'est stabilisé début 2024 ; à 131 738 unités en mars dernier, l'emploi temporaire francilien a même regagné 1,1 % par rapport à décembre 2023. Il n'en a pas moins été inférieur de 1,0 % à son niveau de mars 2023 et de 5,5 % à son point haut d'avant le début de la crise sanitaire (février 2020). Au plan national, si la remontée consécutive à la fin du premier confinement a été plus vive qu'en Ile-de-France, le coup de frein depuis le printemps 2022 a non seulement été plus marqué mais il se poursuit : ainsi, en mars dernier, l'intérim en France métropolitaine a reculé de 1,3 % par rapport à décembre 2023 et de 5,7 % sur un an.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein

(données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

Créations d'entreprises

créations d'entreprises - 1^{er} trimestre 2024

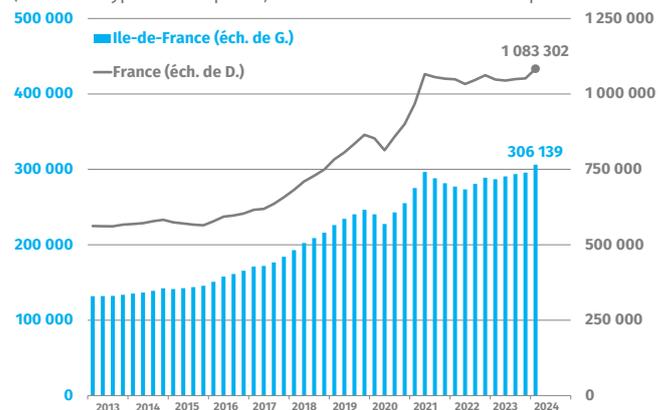
85 129

Plus de 85 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France au premier trimestre 2024 ; le volume des créations dans la région a ainsi crû de 13,9 % en glissement annuel début 2024. Cette hausse a été le fait des créations sous le régime du micro-entrepreneur (+ 12,2 %) et des créations « classiques » (+ 16,7 %). Il est à noter que, en cumul sur les douze derniers mois (i.e. d'avril 2023 à mars 2024), le nombre total de créations en Ile-de-France a dépassé pour la première fois le cap des 300 000 (306 139).

Au niveau national, la tendance a également été haussière au premier trimestre 2024 : + 11,7 % par rapport au même trimestre de 2023 (+ 12,6 % pour les nouveaux micro-entrepreneurs et + 10,3 % pour les créations « classiques »).

Créations d'entreprises en Ile-de-France

(total tous types d'entreprises, données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

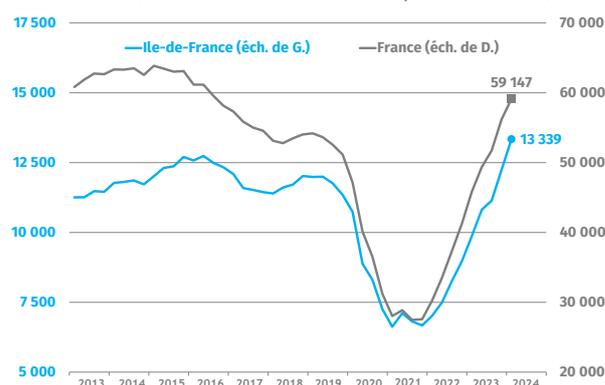
1^{er} trimestre 2024 - glissement annuel

+ 35,1 %

Dans la continuité de la tendance observée depuis début 2022, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France a augmenté au premier trimestre 2024 (+ 35,1 % sur un an). En cumul sur les douze derniers mois (13 339 d'avril 2023 à mars 2024), il est désormais très supérieur à ses niveaux d'avant la pandémie de Covid-19 (11 346 en 2019 et 12 023 en 2018) mais aussi à celui de 2015 (12 706). La tendance est aussi haussière au plan national (+ 20,2 % en glissement annuel au premier trimestre 2024), les niveaux de 2018 et 2019 y étant aussi dépassés mais pas ceux de la période post-crise de la dette en zone euro. La simultanéité des difficultés conjoncturelles et des défis à relever (coûts de l'énergie et des matières premières, taux de crédit élevés, remboursement des PGE, etc.) explique, tant en Ile-de-France qu'au niveau national, la vigueur de la hausse.

Défaillances d'entreprises

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Dépenses de consommation des ménages

1^{er} trimestre 2024 - glissement annuel

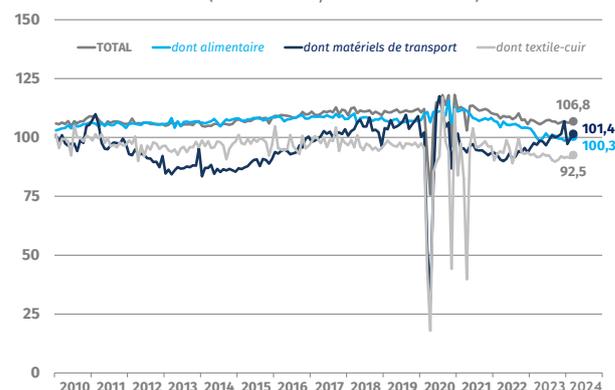
- 0,4 %

Malgré une inflation qui s'assagit (+ 2,3 % en mars dernier), les dépenses de consommation en biens des ménages français ont peu évolué au premier trimestre 2024 : + 0,1 % comparativement au trimestre précédent et - 0,4 % par rapport à celles du premier trimestre 2023.

Les variations n'en sont pas moins restées hétérogènes d'un bien à l'autre : ainsi, les achats alimentaires sont restés inférieurs de 2,0 % à leur niveau du premier trimestre 2023 malgré une hausse de 0,5 % sur un trimestre tandis que, à l'inverse, les dépenses en matériels de transport sont restées favorablement orientées sur un an (+ 2,7 %) bien qu'elles aient diminué de 3,5 % sur un trimestre.

Dépenses de consommation des ménages en France

Indices de la consommation des ménages en biens
(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

Commerce extérieur

exportations - 1^{er} trimestre 2024 - glissement annuel

-7,6 %

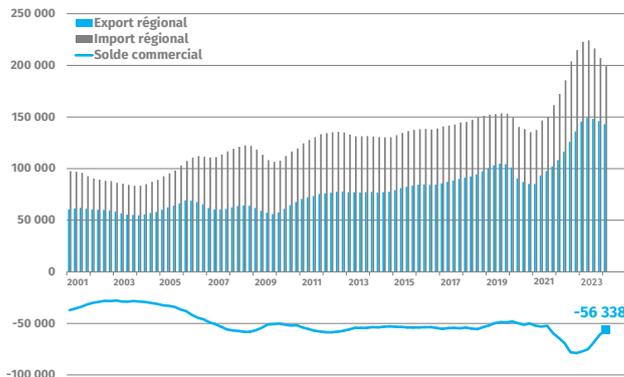
Les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes ont de nouveau diminué au premier trimestre 2024 (- 7,6 % par rapport à la même période de 2023, après - 5,6 % au trimestre précédent). Parallèlement, les importations se sont aussi repliées, de façon encore plus marquée (- 13,9 % sur un an, après - 15,8 % au quatrième trimestre 2024).

Dans ce contexte de ralentissement des échanges, le déficit commercial francilien s'est de nouveau réduit mais n'en a pas moins atteint 56,3 milliards d'euros sur les douze derniers mois (i.e. d'avril 2023 à mars 2024), contre 49,0 milliards en 2019, dernière année avant la crise sanitaire).

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

Hotellerie

millions de nuitées dans les hôtels franciliens - 1^{er} trimestre 2024

15,2

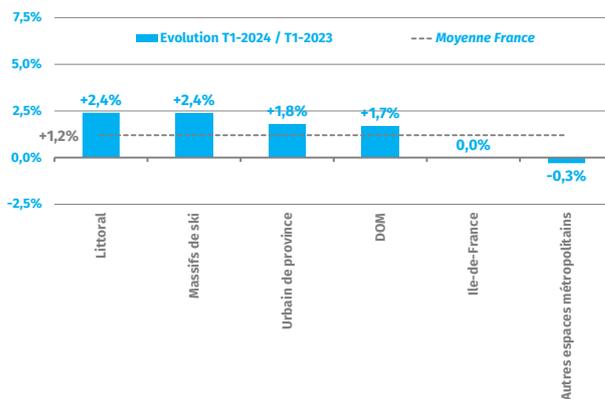
Alors qu'elle s'était repliée au second semestre 2023, l'activité touristique francilienne s'est stabilisée début 2024 : le nombre de nuitées hôtelières dans la région-capitale de janvier à mars derniers (15,2 millions) a été équivalent à son niveau de la même période de 2023 ; néanmoins, la fréquentation de la clientèle française (- 2,4 % par rapport au premier trimestre 2023) et celle des clientèles internationales (+ 2,2 %) ont évolué de façons diamétralement opposées.

Toutefois, cette stabilité du nombre de nuitées hôtelières a été observée en Ile-de-France alors que la fréquentation augmentait de 1,2 % en moyenne au plan national et de 1,8 % dans les territoires urbains de province.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Evolution du nombre de nuitées hôtelières

au premier trimestre 2024 par rapport à la même période de 2023



Source : Insee

Trafic aéroportuaire

trafic passagers - 1^{er} trimestre 2024 - glissement annuel

+ 4,4 %

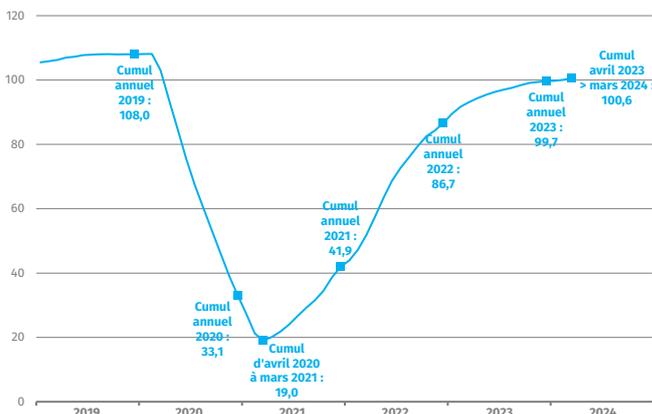
Début 2024, le trafic passagers de Paris Aéroport a poursuivi son redressement entamé depuis le point bas touché en mars 2021 ; ainsi, au premier trimestre 2024, il a augmenté de 4,4 % par rapport à la même période de 2023. Toutefois, il est resté inférieur de 7,4 % à son niveau du premier trimestre 2019. Ce retour positif vers les niveaux qui prévalaient avant la crise sanitaire n'en a pas moins porté le nombre de passagers à Roissy et Orly sur les douze derniers mois (100,6 millions d'avril 2023 à mars 2024) au-delà du cap des 100 millions pour la première fois depuis début 2020.

Les premiers résultats disponibles pour le printemps 2024 ont été dans la continuité des précédents, le trafic passagers de Paris Aéroport cumulé de juin 2023 à mai 2024 atteignant 101,5 millions.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(en cumul sur 12 mois)



Source : Paris Aéroport

Industrie

Un début d'année positif

L'activité industrielle francilienne a été globalement positive au cours du premier trimestre 2024 ; dans ce contexte favorable, le taux d'utilisation de l'outil de production dans la région a retrouvé, en fin de période, le niveau de sa moyenne de long terme. Cette croissance de la production a été observée dans la quasi-totalité des sous-secteurs et a été particulièrement forte dans l'aéronautique et l'agroalimentaire qui ont profité d'une reprise sensible de la demande domestique. Toutefois, les chefs d'entreprise franciliens des secteurs du matériel de transport et des équipements électriques et électroniques ont déclaré pâtir de nouvelles difficultés d'approvisionnement. Pour les mois à venir, la légère baisse des carnets de commandes incite les industriels franciliens à la prudence.

Bâtiment et travaux publics

Rebond dans les travaux publics début 2024

En dépit d'une crise du logement neuf qui se fait de plus en plus ressentir, les entreprises franciliennes du bâtiment sont parvenues à maintenir leur niveau d'activité début 2024 ; pour cela, certaines entreprises se sont tournées vers des marchés plus porteurs actuellement (amélioration-entretien, rénovation énergétique, etc.). Parallèlement, après plusieurs trimestres difficiles, la signature de nouveaux marchés a permis à l'activité du secteur des travaux publics de repartir à la hausse au premier trimestre 2024. Toutefois, malgré des carnets de commandes suffisamment garnis, les chefs d'entreprise franciliens du BTP se montrent toujours réservés quant à leur activité à court terme.

Services marchands non financiers

Activité toujours bien orientée

Dans la continuité des trimestres précédents, l'activité des services marchands franciliens a été favorablement orientée au premier trimestre 2024. Ce dynamisme a été particulièrement impulsé par la reprise de la demande dans les transports et dans l'hébergement-restauration et par l'activité robuste des segments de l'édition, de l'ingénierie technique et des services administratifs. Pour les mois à venir, les chefs d'entreprise franciliens des services redoutent un tassement de l'activité ; l'hôtellerie, les Jeux olympiques et paralympiques se profilant, devraient néanmoins échapper à ce ralentissement.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques?sub_theme%5B310097%5D=310097&start-date=&end-date=

Immobilier en Ile-de-France : bientôt la sortie de crise ?

Taux d'intérêt des nouveaux prêts à l'habitat aux particuliers (en %, données nationales)



Source : Banque de France

Les taux d'intérêt sont en baisse depuis le début de l'année 2024 : entre décembre 2023 et mai 2024, les taux moyens à 20 ans observés en Ile-de-France ont baissé de 0,55 point (source : Empruntis). Le nombre de ménages acheteurs devrait donc augmenter dans les prochains mois, ce qui laisse penser que 2024 sera l'année du rebond après deux années difficiles.

Toutefois, cette crise ne remettra pas en cause les déséquilibres du marché immobilier francilien :

- un déséquilibre structurel entre l'offre et la demande sur le marché de la vente,
 - un nombre de constructions neuves insuffisant pour absorber l'augmentation du nombre de ménages,
 - un écart entre les salaires des Franciliens et les prix au mètre carré qui oblige les ménages à consacrer une part très importante de leur budget au logement,
 - la nécessité d'avoir un apport personnel conséquent pour devenir propriétaire et donc la difficulté pour d'une partie de la population d'accéder à la propriété.
- Après avoir atteint 6,3 % en février 2023, l'inflation diminue depuis plus d'une année (2,3 % en mars 2024), laissant penser que le « pic de la crise » est désormais passé. Dans ce contexte, les banques centrales entament un cycle de baisse des taux directeurs. Ainsi, dans la continuité de l'assouplissement de la politique monétaire de la BCE, le reflux des taux des crédits immobiliers accordés aux particuliers - entamé depuis janvier dernier - devrait se poursuivre dans les mois à venir et relancer les transactions immobilières.

Cependant, si l'immobilier entrevoit une sortie de crise pour 2024 ou 2025, la crise du logement en Ile-de-France, elle, risque de durer, car ses fondamentaux perdurent. Le recul de la construction de logements neufs, lié à la conjoncture (prix du foncier élevé, coût élevé des matériaux de construction et manque de débouchés), laisse à penser que les difficultés d'une partie des Franciliens à se loger vont continuer.

Pour en savoir plus :

« Immobilier en Ile-de-France : bientôt la sortie de crise ? »,
Enjeux Ile-de-France du Crocis n°251, mai 2024,
étude téléchargeable sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également des tableaux de bord de la conjoncture dans les huit départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF

Responsable : Julien TUILLIER
Industrie - Démographie d'entreprises - Enquêtes : Yves BURFIN
Conjoncture - Benchmark européen - Tourisme : Mickaël LE PRIOL
Services - Commerce - Développement durable : Bénédicte GUALBERT
Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteurs en chef : Isabelle SAVELLI & Julien TUILLIER
Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX
Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source
Dépot légal : Juillet 2024
ISSN : 1266-3255